



PRÉFET D'EURE-ET-LOIR

Direction régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement

Chartres, le 13 juin 2014

Unité territoriale d'Eure-et-Loir

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées  
à  
Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir  
Pour présentation au CODERST**

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

PROJET D'ARRETÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE

**SOCIÉTÉ ROUX RECUPERATION**

N° ICPE 100.00356

COMMUNE DE VERNOUILLET

## **1. PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT**

La société ROUX RECUPERATION est située au 19, avenue Louise Michel dans la zone industrielle des Corvées de VERNOUILLET (28500).

La société ROUX RECUPERATION est autorisée à exercer des activités de stockage et de récupération de métaux et de dépôt de vieux papiers, cartons et plastiques par arrêté préfectoral d'autorisation du 26 novembre 1979 et récépissé préfectoral du 7 juin 2011 de modification de sa situation administrative au titre du droit acquis à l'antériorité pour les rubriques 2713-1(A), 2712(A), 2791-1 (A), 2718-1 (A) et 2714-2 (D)

Elle bénéficie d'un agrément préfectoral Centre VHU pour la dépollution et le démontage de véhicules hors d'usage (n° PR 28 00015 D) délivré le 9 octobre 2009 pour une durée de six ans.

## **2. CONTEXTE**

Une inspection de l'établissement a été réalisée le 15 avril 2014 pour vérifier sur site la conformité technique et organisationnelle des installations par rapport aux prescriptions réglementaires, l'application effective des dispositions qui sont prescrites dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 novembre 1979 modifié, ainsi que la situation administrative de l'établissement au regard de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'inspection des installations classées a relevé les non-conformités suivantes :

### **1 ) Rejets des eaux dans le milieu naturel non conformes**

Une pollution des eaux superficielles par des hydrocarbures, dont la société ROUX RECUPERATION est à l'origine, a été constatée le 24 janvier 2014 par la police de l'eau et des milieux aquatiques de la Direction Départementale des Territoires. Cette pollution n'a pas été déclarée dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées par la société ROUX RECUPERATION conformément à l'article R. 512-69 du code de l'environnement.

En 2004, 2008, 2011 et 2012, des défauts d'entretien du procédé de traitement des eaux pluviales souillées de la société ROUX RECUPERATION ont été à l'origine de pollutions des eaux superficielles par des hydrocarbures. Un nouveau dispositif de traitement des eaux chargées en hydrocarbures, a été installé en 2013 par la société ASSYST ENVIRONNEMENT.

D'une part, la Police de l'eau a relevé, dans le procès-verbal de constatations établi suite à la pollution du 24 janvier 2014, que *«les prestations réalisées sur le déshuileur sont insuffisantes»*.

Il est constaté en inspection que la bache de collecte des eaux pluviales ruisselant sur l'aire étanche de l'installation est chargée en hydrocarbures malgré une vidange de sept tonnes de mélange eau hydrocarbures réalisée le 15 mars 2014.

L'installation de traitement des effluents ne peut être opérationnelle que dans la mesure où les compartiments du dispositif de traitement sont régulièrement débarrassés des boues et des hydrocarbures qui ont vocation à s'y accumuler ; à défaut, l'épuration est inopérante et la pollution rendue inévitable par relargage des polluants dans le milieu naturel. La fréquence du nettoyage des installations est définie par l'exploitant auquel seule une obligation de résultat incombe.

D'autre part, l'exploitant n'est pas en mesure de présenter le dossier technique de son dispositif de traitement justifiant de son bon dimensionnement. Il est relevé, lors d'un prélèvement instantané réalisé le 17 mars 2014, un dépassement de la valeur du paramètre hydrocarbures totaux au rejet des eaux dans le milieu naturel, mesuré à 14,6 mg/l pour 10 mg/l autorisés.

Le dispositif de traitement ne démontre pas sa capacité à traiter les effluents issus de la bache de collecte des eaux souillées par des hydrocarbures.

De ce qui précède, il est avéré que les différents constats de pollution effectués depuis 2004 sont consécutifs à un défaut manifeste d'entretien des installations de traitement des effluents et que l'assurance de la mise en place d'un dispositif de traitement des effluents efficace n'est pas établie.

En conséquence, il convient de proposer des prescriptions complémentaires encadrant la gestion des effluents rejetés dans le milieu naturel pour garantir la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

## 2 ) Stockage de déchet non autorisé

Lors de cette inspection, il a été constaté la présence d'un dépôt, à même le sol et hors abri des intempéries, d'un déchet de verres broyés d'écrans cathodiques d'un volume estimé entre 2 000 et 2 500 m<sup>3</sup>.

Les verres provenant de tubes cathodiques et verres activés sont explicitement cités à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement parmi les composants dangereux issus des déchets d'équipements électriques et électroniques.

Les substances dangereuses contenues dans les écrans cathodiques sont des terres rares (yttrium, europium, erbium, cerium...), extraites du traitement de minerais radioactifs, et des métaux présents principalement dans les poudres luminescentes permettant l'émission des couleurs. Le plomb et le baryum, sont des métaux présents dans le verre de cône, la fritte, la zone de jonction entre le verre de dalle et le verre de cône.

Le déchet de verre d'écrans cathodiques est, de ce fait, classé comme déchet dangereux dans cette annexe, sous le code 20 01 35\* - Equipements électriques et électroniques mis au rebut contenant des composants dangereux, autres que ceux visés aux rubriques 20 01 21 et 20 01 23.

L'inspection des installations classées a proposé de mettre en demeure la société ROUX RECUPERATION, sous trois mois, de procéder à l'élimination de ses déchets dangereux de verre broyé d'écrans cathodiques, remis dans un centre de traitement régulièrement autorisé à les prendre en charge.

S'agissant d'un stockage de déchets dangereux, à même le sol et hors abri des intempéries, il y a lieu de suspecter une pollution des sols aux métaux lourds et terres rares.

En conséquence, il convient de proposer des prescriptions complémentaires afin d'évaluer l'atteinte et la surveillance à exercer sur l'environnement pour garantir la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

## 3. PREScriptions PROPOSÉES

### 1) Gestion des effluents rejetés dans le réseau communal

En raison des enjeux environnementaux liés aux rejets des eaux de l'installation dans le milieu naturel, du caractère répétitif des accidents de pollution par des hydrocarbures et en l'absence de justification de la mise en œuvre d'un procédé de traitement adéquat, il est proposé de prescrire à la société ROUX RECUPERATION :

- la vérification, à ses frais et sous trois mois, par un bureau d'études spécialisé en traitement d'effluent aqueux, du dimensionnement du dispositif de traitement constitué par le bassin de collecte des eaux de ruissellement chargées, le poste de relevage et le séparateur d'hydrocarbures aérien, pour atteindre les objectifs prescrits de qualité des rejets des eaux dans le milieu naturel. Le choix du bureau d'études retenu sera soumis à l'avis de l'inspection des installations classées.

et dans l'attente des résultats de cette vérification, il est proposé de prescrire :

- l'interdiction de tout rejet d'effluent dans le milieu naturel tant que les objectifs de qualité des rejets des eaux dans le milieu naturel prescrits ne sont pas garantis.
- la vidange et le nettoyage, autant que de besoin, du bassin de collecte des eaux de ruissellement chargées ainsi que du réseau de collecte y aboutissant, et la justification de ces opérations et de l'élimination du déchet d'eaux souillées comme déchet industriel dangereux dans une filière autorisée ;

## 2) Evaluation de l'atteinte et la surveillance à exercer sur l'environnement

En raison des enjeux environnementaux liés aux conséquences potentielles sur l'environnement d'un stockage de déchet dangereux, hors rétention et hors abri des intempéries, il est proposé de prescrire à la société ROUX RECUPERATION, la réalisation par un bureau d'études spécialisé, des investigations nécessaires pour réaliser une évaluation des impacts sur l'environnement consécutivement au stockage de déchet dangereux ; notamment si les conséquences ou les inconvénients menacent de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.

La démarche basée autour d'un schéma conceptuel dressant un bilan factuel de l'état des milieux consiste en la réalisation a minima :

- D'une étude documentaire du site et de son environnement (situation géographique, données géologiques, hydrogéologiques...) ;
- D'une étude documentaire de la vulnérabilité des milieux à la pollution permettant de préciser, notamment, les enjeux potentiels (habitations, sources d'alimentation en eau potable, puits privés...) susceptibles d'être atteints ;
- D'un diagnostic des milieux, au droit et éventuellement hors du site de la société ROUX RECUPERATION, comprenant a minima l'extension des zones impactées, complété en tant que de besoin par des modélisations.

Les conclusions de cette étude sont transmises à l'inspection des installations classées, dans un délai de trois mois à compter de la notification de l'arrêté préfectoral complémentaire.

Le projet d'arrêté préfectoral en pièce jointe reprend l'ensemble des prescriptions complémentaires proposées pour assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 512-31 du code de l'environnement, le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques devra être consulté sur ce projet d'arrêté préfectoral complémentaire.